

Séance Officielle du 29 novembre 2016

RAPPORT AU CONSEIL TERRITORIAL

**CESSIONS D'UN TERRAIN APPARTENANT AU DOMAINE PRIVÉ DE LA COLLECTIVITÉ
TERRITORIALE DE SAINT-PIERRE ET MIQUELON, SITUÉ SUR LA COMMUNE DE SAINT-
PIERRE QUARTIER DES GRAVES, AU PROFIT DE MONSIEUR GERRY LEVAVASSEUR**

Monsieur Gerry LEVAVASSEUR a sollicité l'acquisition d'un terrain appartenant à la Collectivité Territoriale sis sur la commune de Saint-Pierre Quartier des Graves, cadastré section BM sous le n°200 pour une contenance de 452 m².

Le terrain provient de la division de la parcelle BM n°186, cette dernière provenant de la division de la parcelle BM n°171 dont la valeur vénale a été estimée par France Domaine en date du 5 mai 2015 à 65 € le m²

Par une circulaire du 27 juillet 2011 relative à la prise en compte du risque de submersion marine dans le plan de prévention des risques naturels littoraux, l'État a précisé les principes relatifs à la prise en compte du risque de submersion marine en intégrant l'impact du changement climatique sur le niveau des mers. Cette circulaire ayant, notamment, intégré la prise en compte d'un événement à l'horizon 2100, le Préfet de Saint-Pierre et Miquelon a décidé l'élaboration d'un plan de prévention des risques naturels prévisibles littoraux par arrêté n° 120 du 3 mars 2015. La Direction des territoires, de l'alimentation et de la mer, chargée d'élaborer et d'instruire ce projet de plan de prévention, a diffusé une carte intitulée « carte d'aléa submersion marine Saint-Pierre », rendue publique le 15 juin 2015, montrant qu'il existerait un aléa fort, modéré ou faible de submersion sur certaines zones du Quartier des Graves.

Risque submersion à instruire par les services compétents pour la parcelle susceptible d'être vendue.

La Collectivité Territoriale n'envisage la réalisation d'aucun projet sur ce terrain qui n'est revendiqué par aucun tiers.

Je vous propose donc de céder à Monsieur Gerry LEVAVASSEUR, un terrain sis à Saint-Pierre Quartier des Graves, cadastré section BM sous le n°200 pour une contenance de 452 m², au prix de SOIXANTE-CINQ EUROS (65 €) le m².

Tel est l'objet de la présente délibération.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

Le Vice-Président,

Nicolas GOURMELON

Séance Officielle du 29 novembre 2016

DÉLIBÉRATION N°304/2016

**CESSIONS D'UN TERRAIN APPARTENANT AU DOMAINE PRIVÉ DE LA COLLECTIVITÉ
TERRITORIALE DE SAINT-PIERRE ET MIQUELON, SITUÉ SUR LA COMMUNE DE SAINT-
PIERRE QUARTIER DES GRAVES, AU PROFIT DE MONSIEUR GERRY LEVAVASSEUR**

LE CONSEIL TERRITORIAL DE SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON

- VU** la loi organique n° 2007-223 et la loi n° 2007-224 du 21 février 2007 portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'Outre-mer ;
- VU** le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- VU** la demande d'acquisition de terrain en date du 10 octobre 2016 ;
- VU** l'estimation de France Domaine en date du 5 mai 2015 ;
- VU** la délibération n°143-04 du 21 octobre 2004 du Conseil Général de l'Archipel de Saint-Pierre-et-Miquelon fixant le prix de vente des terrains à vocation économique du quartier des Graves de Saint-Pierre à 65€/m² ;
- VU** L'arrêt n° 91296 du Conseil d'Etat en date du 20 octobre 1996 ;

CONSIDÉRANT qu'il n'y a pas eu de changement des circonstances de droit et/ou de fait qui pourrait imposer une nouvelle consultation de France Domaine pour l'évaluation des parcelles issues de la parcelle cadastrée section BM n°186 ;

CONSIDÉRANT que la Collectivité Territoriale n'envisage aucun projet sur le terrain sollicité et que celui-ci n'est revendiqué par aucun tiers ;

SUR le rapport de son Vice-Président,

**APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ
À ADOPTÉ LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT**

Article 1 : Le Président du Conseil Territorial ou son représentant est autorisé à passer tous actes pour procéder à la vente d'un terrain sis à Saint-Pierre Quartier des Graves, cadastré section BM sous le n°200 pour une contenance de 452 m², au prix de SOIXANTE-CINQ EUROS (65 €) le m².

Article 2 : Les frais d'arpentage, de formalités de rédaction et de publication seront à la charge de l'acquéreur.

Article 3 : S'il s'avère que dans les six mois qui suivent l'autorisation donnée par la Collectivité Territoriale de procéder à la vente du terrain, aucune suite n'a été donnée, cette dernière deviendra caduque.

Article 4 : Un acte de vente en la forme administrative sera établi par la Direction des services fiscaux, authentifié par le Président du Conseil Territorial et publié au service de la publicité foncière par l'acquéreur et à ses frais.

Article 5 : La présente délibération fera l'objet des mesures de publicité prescrites par la loi et sera transmise au représentant de l'État à Saint-Pierre-et-Miquelon.

Adopté

19 voix pour
00 voix contre
00 abstention(s)
Conseillers élus : 19
Conseillers présents : 14
Conseillers votants : 19

Transmis au Représentant de l'État

Le 02/12/2016

Publié le 05/12/2016

ACTE EXÉCUTOIRE

Le Président,

Stéphane ARTANO

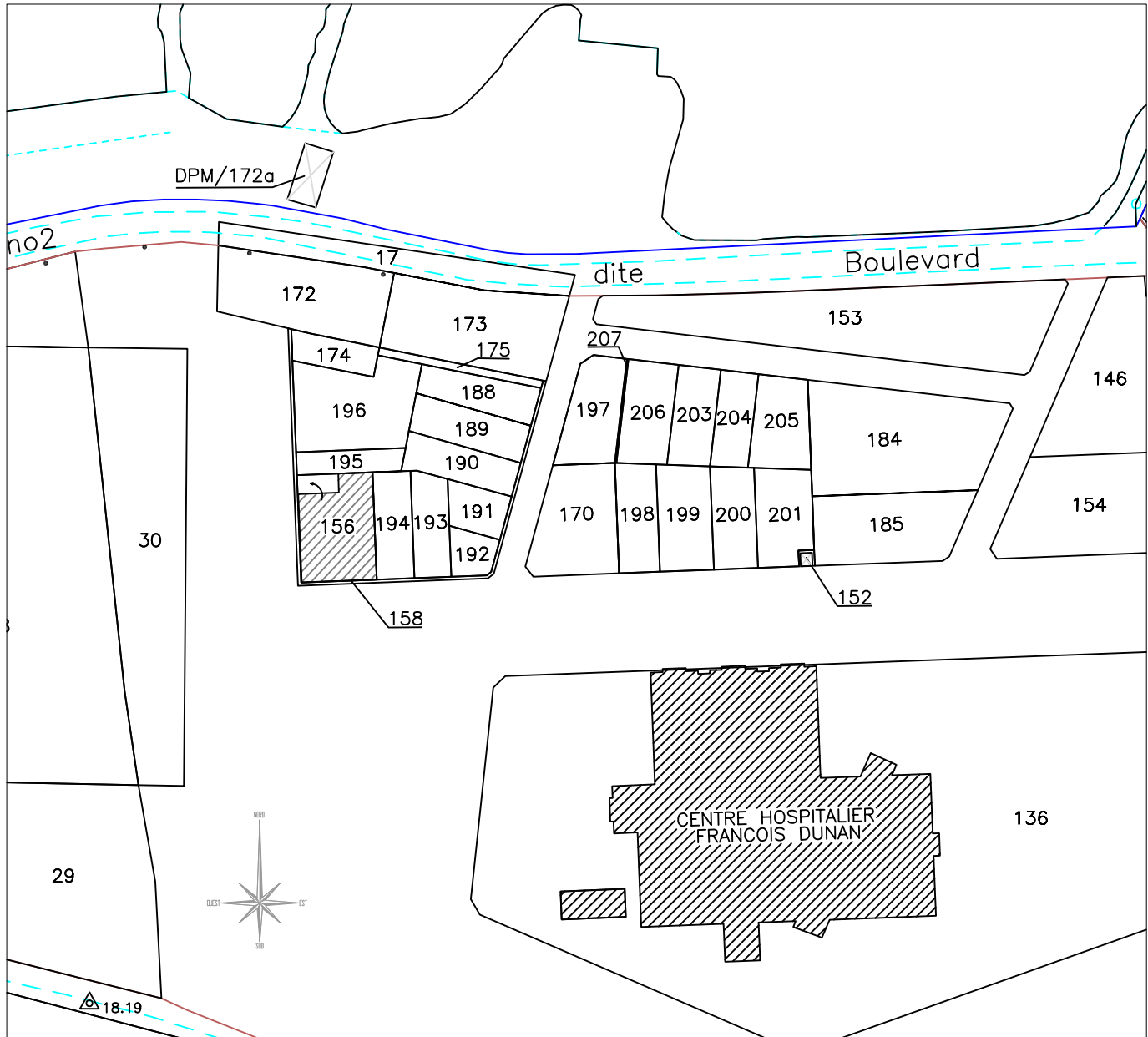
PROCÉDURES DE RECOURS

Si vous estimez que la présente délibération est contestable, vous pouvez former :

- soit un **recours gracieux** devant Monsieur le Président du Conseil Territorial – Hôtel du Territoire, Place Monseigneur MAURER, BP 4208, 97500 SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON ;
- soit un **recours contentieux** devant le Tribunal administratif de Saint-Pierre-et-Miquelon – Préfecture, Place du Lieutenant-Colonel PIGEAUD, BP 4200, 97500 SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON.

Le **recours contentieux** doit être introduit dans les deux mois suivant la notification de la décision de refus (refus initial ou refus consécutif au rejet explicite du recours gracieux) ou dans les deux mois suivant la date à laquelle le refus implicite de l'administration est constitué (*)

() Suite à un recours gracieux, le silence gardé pendant plus de deux mois sur une réclamation par l'autorité compétente vaut décision de rejet implicite.*

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

Ce document est valable trois mois
Cachet du service d'origine

Extrait certifié conforme au plan cadastral à la date ci-dessous
À Saint-Pierre, le 26/01/2016

L'utilisation des extraits de la matrice cadastrale sont strictement régis par :

- la loi du 06-01-1978 relative à l'accès et à l'utilisation des documents administratifs;
- la loi du 17-07-1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés

Contrevenir aux règles d'utilisation et de confidentialité peut être passible de sanctions prévues par les art. 226-21 et 226-22 du code pénal.